

<https://enseignants.se-unsa.org/Annonces-Macron-le-SE-Unsa-demande-des-garanties-sans-attendre>



Annonces Macron : le SE-Unsa demande des garanties sans attendre

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : vendredi 26 avril 2019

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Dans le cadre de sa conférence de presse de conclusion au grand débat, le président de la République a fait plusieurs annonces qui concernent l'Éducation.

Limitation à 24 élèves en grande section, CP et CE1, extension à la grande section du dédoublement en éducation prioritaire, plus de fermetures d'écoles sauf avis contraire du maire, revalorisation des enseignants. Si ces annonces concrètes permettent sans aucun doute de faire mouche dans l'opinion, elles nécessitent des explicitations et surtout des garanties.

24 élèves par classes en GS-CP-CE1 et dédoublements

L'objectif sur la fin du quinquennat de limiter à 24 élèves par classe en grande section, CP et CE1 est un premier pas utile vers l'abaissement nécessaire de l'ensemble des effectifs si, justement, il ne repose pas sur le reste du système éducatif. Il nécessite un accompagnement budgétaire spécifique. Sans cette garantie, les logiques déjà à l'oeuvre de redéploiement depuis le second degré vers le premier degré jusqu'à l'intérieur même des écoles sont appelées à s'amplifier. Au regard du projet de loi Fonction publique et de son objectif d'accentuer le recours aux emplois contractuels, rien n'assure non plus que les moyens alloués riment bien avec des recrutements de professeurs des écoles formés et sécurisés.

De la même façon, l'ambition d'étendre le dispositif de dédoublement en éducation prioritaire à la grande section doit être assortie de dotations spécifiques.

Moratoire sur les fermetures d'écoles

S'agissant du moratoire sur les fermetures d'école sauf avis contraires des maires, le Président rassure l'opinion mais propose surtout la glaciation du tissu scolaire pour trois ans au lieu d'encourager les acteurs à concevoir et à investir dans une offre éducative globale de qualité, en particulier dans les territoires qui subissent une baisse démographique continue.

Recrutements et formation

Si mieux former les personnels et rendre leur carrière plus attractive fait également partie du pack « réussite de l'École » de l'Elysée, il va falloir que cela se voie rapidement et notamment par un changement de méthode sur la mise en oeuvre d'une formation choisie et non subie comme par une inversion de la courbe des postes ouverts aux concours. Pour le SE-Unsa, il faut dès aujourd'hui un plan prévisionnel des recrutements pour les 3 années à venir.

Revalorisation des personnels

Enfin, le Président a annoncé sa volonté de revaloriser les personnels. Les attentes sont fortes. L'exécutif ne devra pas décevoir. Cette revalorisation devra être à la fois financière et professionnelle pour une réelle prise en compte de l'importante responsabilité inhérente au métier et de l'investissement des personnels au quotidien pour la réussite de leurs élèves.

Suppression d'emplois de fonctionnaires

Le Président s'est dit prêt à renoncer à son objectif de suppression de 120 000 emplois de fonctionnaires mais pas à sa volonté de réduction de la dépense publique. Ces annonces du 25 avril ne font pas oublier le projet de

Annonces Macron : le SE-Unsa demande des garanties sans attendre

transformation de la Fonction publique et font même craindre son accélération. Le SE-Unsa appelle les enseignants, CPE et PsyEN à réussir la grève du 9 mai avec l'ensemble des fonctionnaires.

Des annonces concrètes, c'est bien. L'explicitation pleine et entière, c'est mieux. Le SE-Unsa souhaite être reçu rapidement pour obtenir toutes les précisions et garanties nécessaires sur ces annonces.

Lire aussi nos articles sur le projet de loi Fonction publique

- [Grève le 9 mai : NON au projet de loi sur la Fonction publique](#)
- [Service public fragilisé, personnels insécurisés](#)
- [Seul-e je ne serai plus protégé-e](#)